

Débat sur le projet TGV

La consultation continue pour l'instant

Après qu'ait été rendu public dans nos colonnes (voir ML d'hier) le courrier de Dominique Voynet remettant en cause le débat actuel sur le prolongement des lignes TGV Atlantique, plusieurs responsables sarthois n'ont pas caché hier leur satisfaction. Pour autant, la consultation n'était pas à ce jour interrompue.

Le ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement était au cœur des discussions, hier à Nantes, au moins dans les couloirs. La commission des infrastructures se réunissait à l'Hôtel de Région pour préparer le débat du 29 septembre prochain, jour où la région Pays de la Loire doit délibérer sur les fuseaux du TGV Atlantique. Doit ou plutôt devrait puisque, si M^{me} Voynet est suivie par le ministre des Transports Jean-Claude Gaysot (lire « ML » d'hier), délibérer deviendrait « inutile », le ministre « Vert » proposant de reprendre le débat au point de départ.

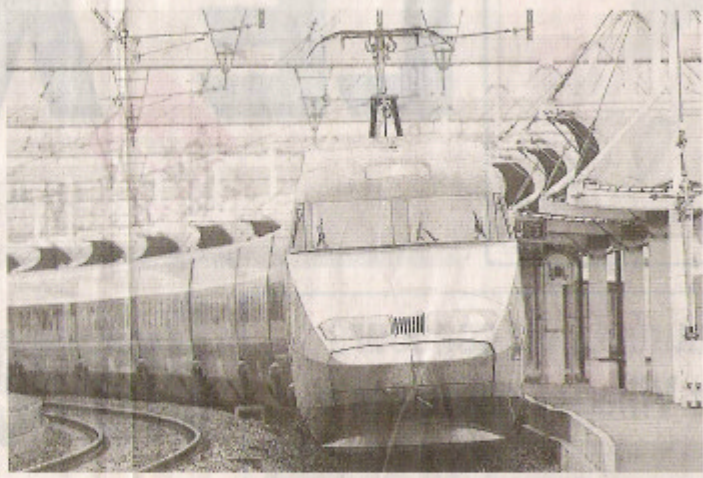
Dominique Voynet souhaite qu'on discute sur « les grandes options envisageables ainsi que les coûts et avantages à en attendre ». Hier, à Nantes, certains n'estimaient pas impossible que « quelque chose » se produise très prochainement. En tous cas, cela n'a pas empêché le conseil municipal de

Rennes de « délibérer » hier soir, alors que le cabinet du Préfet de Bretagne, préfet coordinateur, indiquait en soirée n'avoir reçu « aucune instruction ministérielle de nature à changer le calendrier de la consultation ».

« Pendulaire »

Réagissant au courrier de Dominique Voynet, François Fillon, président du Conseil général de la Sarthe, s'est « félicité de cette prise de position, conforme aux souhaits et aux attentes exprimés depuis longtemps et à l'unanimité par les élus sarthois ».

L'ancien ministre souhaite que « cette prise de position du Ministre en faveur d'un débat prenant en compte l'ensemble des grandes options envisageables et donc celle du TGV pendulaire, préfigure des choix qui pourront être pris ultérieurement ». Mais il espère aussi que cette même prise de position « contribue à ce qu'une déci-



« Le débat devra prendre en compte l'ensemble des grandes options envisageables... »
sion finale soit prise plus rapidement afin de dissiper la légitime inquiétude des Sarthois et des Sarthoises face au projet actuel ».

« Balafre »

Cet appel à un choix rapide correspond à une préoccu-

tion exprimée par d'autres élus, inquiets de l'incertitude dans laquelle se trouvent aujourd'hui, non seulement les usagers, mais aussi les riverains des différents fuseaux.

Dans ce sens, une pétition émanant des habitants de Saint-Christophe-en-Champagne, une petite commune du

canton de Brûlon, et adressée au Préfet de la Sarthe. Dans ce texte, les habitants de Saint-Christophe ne cachent pas leur émotion à la perspective de voir leur commune défigurée « par une balafre monstrueuse dans notre paysage », évoquant « l'inconséquence et l'imbécillité des technocrates ».